

## Compte-rendu

### Bureau de la CLE du 14 janvier 2025

#### Membres du bureau

Daniel FRECHET	CD42
Chantal BROSSE	CD42
Sylvain DARDOUILLIER	EPLoire / excusé
Stéphanie FAYARD	Loire Forez Agglomération
Stephane KRAPSKY	Saint-Etienne Métropole
Bernard SOUTRENON	SCoT Sud Loire
Lucien GUILLOT	SIE Bombarde
Sylvain LECUNA	EDF
Nicolas CHARRETIER	CA 42
Vincent GARNIER	FDAPPMA 42
Tristan RICHARD	Groupeement des carriers ligériens
Aymeric DUPONT	AELB
Claire-Lise OUDIN	DDT42 / MISEN 42
Dorothée JEHAES	DREAL AURA
Carole BERLAND	Roannaise de l'eau

#### Services associés présents

Maud PONCET	Saint-Etienne Métropole
Paul BERTHET	Loire Forez Agglomération
Jean de BOUARD	CD42 / SEPA
Valentine QUEMIN	CD42 / agriculture
Julie FARGIER	CD42 / environnement
Amélie POTIGNON	CD42 / environnement
Julie FAURE-LAURENT	CD42 / environnement
Anne-Flore ESTABLE	CD42 / environnement
Gonzague de MONTMAGNER	CD42 / EPLoire

Le Bureau de la CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes s'est réuni le 14 janvier 2025, en présentiel et distantiel, sous la présidence de Daniel FRECHET.

## Ordre du jour

- Préparation de la phase 3 de l'étude HMUC et transition vers le PTGE
- Point d'actualité sur les révisions du SDAGE LB 2028-2033 et du SAGE LRA

## Préparation de la phase 3 de l'étude HMUC

Julie FAURE-LAURENT rappelle les principaux éléments du diagnostic de l'étude HMUC. Ceux-ci dessinent en creux les grandes lignes d'une stratégie de sobriété étant entendu que le territoire ne dispose que de très peu de marges de manœuvre sur les affluents. Les éléments d'aide à la décision qui seront produits en phase 3 de l'étude HMUC, voir points suivants, permettront d'affiner cette première piste stratégique.

### Traduction des gammes de DOE en gammes de volumes prélevables

Les gammes de débits d'objectifs d'étiage (DOE) seront exprimées en gammes de volumes prélevable pour chaque unité de gestion. Les volumes prélevables ne concernent que les prélèvements autorisés et sont calculés comme suit : traduction des DOE en volumes disponibles (par mois et par saison) auxquels sont retranchés les volumes non réglementés (abreuvement, évaporation des plans d'eau) auxquels sont ajoutés les différents rejets.

A titre d'illustration, les gammes de DOE identifiées à ce stade sur l'UG Coise correspondent à un volume maximum théoriquement disponible d'environ 30 m<sup>3</sup>/jour à la station hydrométrique de référence.

### Tests de scénarios théoriques d'usages

Des simulations de répartition entre les demandes des usages et les besoins des milieux seront réalisées en phase 3 afin d'aider à la décision. Il est proposé de tester trois scénarios volontairement contrastés, d'autant plus que les écarts dans les gammes de DOE sont faibles :

- Totale satisfaction des besoins des milieux (« tout pour les milieux »), à nuancer au regard des résultats du diagnostic car sur certaine UG les besoins des milieux ne sont plus satisfaits, même en l'absence de prélèvement ;
- Application du Plan EAU (réglementaire) et de sa déclinaison dans la trajectoire sobriété du comité de bassin Loire-Bretagne ;
- Satisfaction de toutes les demandes des usages (hors besoins des milieux) avec TESTS de projets pré-identifiés dans le cadre de l'étude : irrigation rive droite, données prospectives de l'étude complémentaire CA 42, sécurisation de l'AEP notamment via le canal du Forez.

### Bilan et liste de recommandations par UG

A l'issue de la phase 3, les fiches unités de gestion (UG) seront donc complétées par les éléments suivants :

- gammes de volumes disponibles correspondant à la gamme de DOE calculée à l'exutoire de l'unité de gestion avec des propositions de répartitions possibles par usage ;
- éléments d'interprétation pour aider à la définition des volumes prélevables (impact des prélèvements selon leur localisation au sein de l'UG et selon leurs usages, soutien par l'importation d'eau potable, évolution des besoins et des demandes en eau) ;
- conditions des prélèvements hivernaux et autres recommandations (suivis, connaissance, etc.).

**Sylvain LECUNA (EDF) :** *tester des scénarios contrastés est intéressant et à ce stade, il semble encore inutile de tester des hypothèses trop fines.*

**Lucien GUILLOT (SIAEP Bombarde) :** *alerte sur le fait que les économies d'eau potable en zones rurales sont plus difficiles à atteindre, notamment du fait du report des agriculteurs sur le réseau AEP en période de sécheresse. Depuis 15 ans, il n'y a pas été constaté de baisse sur le périmètre du SIAEP de la Bombarde à population constante et avec un bon rendement de réseau au regard de son linéaire. On ne peut pas comparer le potentiel d'économies d'eau des secteurs urbains et ruraux (moindre gisement d'économies dans le secteur industriel, rendement des réseaux ruraux structurellement plus faibles, etc.).*

***Le bureau valide le choix de tester ces 3 scénarios à l'occasion de la phase 3 de l'étude HMUC. Les résultats obtenus constitueront des outils d'aide à la décision utiles pour le PTGE.***

### Définition de la période des basses eaux

Le SAGE actuel ne définit pas de période de basses eaux au sens de la disposition 7 B-1 du SDAGE LB<sup>1</sup>. Par défaut, la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre prévue par le SDAGE s'applique. Suite à la réalisation d'une étude HMUC et dans le cadre de la révision du SAGE, une adaptation locale de cette période est possible pour se rapprocher des spécificités pluviométriques et hydrométriques du territoire de la Loire en Rhône-Alpes. Une telle adaptation locale existe déjà pour la période de remplissage des plans d'eau alimentés sur cours d'eau et dont le remplissage n'est pas autorisé du 15 avril au 1<sup>er</sup> novembre.

En mettant à jour l'historique des données pluviométriques et en les croisant avec les données hydrologiques issues de l'étude HMUC, une première définition de la période de basses eaux du SAGE sera proposée à la CLE, tenant compte notamment du remplissage des retenues alimentées par ruissellement et d'un mois de mai historiquement riche en précipitations sur le territoire.

***Sylvain LECUNA (EDF) : la période de basses eaux se fonde-elle sur les précipitations ou sur l'hydrologie ?***

***Aymeric DUPONT (AELB) : la période de basses eaux est définie dans le SDAGE comme la période de l'année pendant laquelle le débit des cours d'eau atteint ses valeurs les plus faibles. Pour ce qui est de la pluviométrie, il faut donc s'intéresser aux pluies « efficaces » qui alimentent les cours d'eau.***

---

<sup>1</sup> La période de basses eaux est la période de l'année pendant laquelle le débit des cours d'eau atteint ses valeurs les plus faibles. Cette période est prise en compte par le préfet pour délivrer les autorisations de prélèvement en période de basses eaux et pour mettre en place des mesures de gestion de crise (orientation 7E). En Loire-Bretagne, la période de basses eaux conjuguant sensibilité pour les milieux aquatiques et impact accru des prélèvements s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre. La CLE peut, suite à une analyse HMUC, proposer au préfet de retenir une période de basses eaux différente. Elle ne peut pas être inférieure à une durée de 7 mois. La période hors période de basses eaux, définie comme étant le pendant de la période de basses eaux, est également modifiée en conséquence.

**Nicolas CHARRETIER (CA 42) :** *s'interroge sur la prise en compte des incidences des dérèglements climatiques : les périodes de basses eaux évoluent d'une année à l'autre, comment prendre en compte les à-coups d'eau suivis de périodes sèches ? Cette période minimale de 7 mois semble assez longue et trop figée aux regard des évolutions.*

**Daniel FRECHET (CD 42) :** *définir une nouvelle période de basses eaux à partir de données réactualisées est une bonne chose, mais elle ne permettra pas d'être plus réactifs à la présence de l'eau sur le territoire.*

**Chantal BROSSE (CD 42) :** *cette période de basses eaux a-t-elle un lien avec la période de remplissage des retenues ?*

**Gonzague de MONTMAGNER (EPL/CD42) :** *aujourd'hui, les périodes sont différentes pour les plans d'eau alimentés par un cours d'eau, mais concordent pour les plans d'eau alimentés par ruissellement : période de basses eaux du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre au titre du SDAGE, période de non remplissage des plans d'eau alimentés par un cours d'eau du 15 avril au 31 octobre dans le SAGE, période de non remplissage des plans d'eau alimentés par ruissellement du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre par dérogation à la disposition 1-E3 du SDAGE (1<sup>er</sup> avril au 31 novembre).*

**Claire-Lise OUDIN (DDT 42) :** *l'absence de recharge hivernale 2022-2023 a asséché l'ensemble des retenues (AEP et irrigation). Quand l'automne n'est pas suffisamment pluvieux, leur remplissage est difficile jusqu'au printemps. Aussi, outre le fait d'anticiper d'un mois la période de remplissage des retenues collinaires par rapport au SDAGE, hors période de remplissage autorisée et au-delà d'un certain niveau de pluie<sup>2</sup> l'excédent peut surverser dans la retenue.*

### Question du traitement de l'axe Loire dans une période transitoire

Faute de marge de manœuvre sur les affluents, la question de l'axe Loire constitue un enjeu particulièrement stratégique pour le territoire. Or les modalités de gestion de cette ressource partagée sont appelées à évoluer à court et moyen termes, suite à :

- l'étude HMUC axe Loire portée par l'AELB et à l'inscription de ces résultats dans la révision du SDAGE LB ;

---

<sup>2</sup> Les pluies de fréquence mensuelle sur deux heures sont rendues aux milieux.

- le renouvellement des différentes concessions hydroélectriques (Grangent, Montpezat, Lavalette).

Parallèlement, l'approche « Milieux » conduite dans le cadre de l'étude HMUC sur le fleuve Loire ne peut être qualifiée que d'exploratoire à ce stade et ne peut conduire à la définition de volumes prélevables fiables.

Toutefois, un indicateur de gestion quantitative existe depuis 2016. Il est issu de la disposition 7 B-2 du SDAGE LB qui encadre les nouveaux prélèvements autorisables en période de basses eaux entre les points nodaux de Bas-en-Basset et Villereest. Cette enveloppe, qui n'identifie pas de répartition entre les différents usages, était initialement fixée à 1,4 millions de m<sup>3</sup>. Fin 2024, sa consommation est estimée à minima à 15,5 % (220 000 m<sup>3</sup>).

**Claire-Lise OUDIN (DDT 42) :** *l'étude HMUC axe Loire démarre après Villereest, que va-t-elle nous apprendre sur le périmètre du SAGE ?*

**Aymeric DUPONT (AELB) :** *la production de connaissances concerne en effet les territoires de l'axe Loire où aucune étude HMUC n'a encore été conduite. Pour les autres, il s'agira d'évaluer la cohérence des données produites pour in fine avoir une vision globale de la situation sur l'ensemble du bassin de la Loire et alimenter le futur SDAGE. Sur le volet milieux, un travail sera conduit pour améliorer la méthode d'évaluation sur le fleuve (création d'un protocole d'étude). Ces éléments et le complément d'étude milieux demandé sur l'axe Allier en aval de Naussac pourront constituer des retours d'expérience intéressant pour la Loire en Rhône-Alpes. L'étude HMUC axe Loire a démarré en octobre 2024 pour une durée de 2 ans<sup>3</sup>. Il sera important d'être dans une logique de co-construction amont-aval.*

## Transition vers le PTGE

Présentation des résultats du stage de **Juliette ENJALBERT** au sein du service environnement du Département de la Loire (07/10 - 20/12) :

### Outils d'analyses économiques et financières à mobiliser dans le PTGE

---

<sup>3</sup> De premières propositions de débits d'objectif d'étiages pour l'axe Loire devraient être disponibles au 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

L'additif à l'instruction PTGE du 07 mai 2019 indique que : « *chaque scénario [de gestion] doit faire l'objet d'une analyse économique et financière, afin d'éclairer le choix final du scénario le plus approprié et permettre de valider le programme d'actions du PTGE* ».

Plusieurs outils d'aide à la décision sont possibles, dont :

- **l'analyse coûts-bénéfices** : compare les bénéfices attendus d'un projet et les coûts à engager pour le mettre en œuvre. Elle nécessite donc de pouvoir monétariser l'ensemble des coûts et des bénéfices, y compris ceux fournis par les écosystèmes ;
- **l'analyse multicritères (AMC)** : permet de prendre en compte dans l'analyse des bénéfices et des coûts non monétarisables. Elle nécessite en contrepartie la définition concertée de critère de choix par les acteurs et d'un système de pondération.

Conclusion du stage sur ce point : l'analyse coûts-bénéfices n'est pas à privilégier car il semble impossible et non souhaitable d'estimer une valeur monétaire pour l'ensemble des services rendus par les écosystèmes du territoire. En termes de fiabilité et de dynamique collective, une analyse multicritère des scénarios de gestion du PTGE est donc à privilégier.

Les analyses coûts-bénéfices pourront quant à elles classiquement être réalisées au niveau des actions structurantes du PTGE, projet par projet.

**Sylvain LECUNA (EDF)** : existe-t-il un système de pondération des différents critères dans l'AMC ?

**Julie FAURE-LAURENT (CD 42)** : oui et le choix de la méthode de pondération ainsi que la méthodologie globale de la démarche seront discutés au sein d'un COTECH ouvert à l'ensemble des membres de la CLE volontaires, à l'image du COTECH HMUC dont il prendra la suite dans le cadre du PTGE.

**Juliette ENJALBERT (CD 42)** : revient brièvement sur la méthode de pondération dite Analytical Hierarchy Process, mais il en existe d'autres et plus interactives.

En conclusion de son intervention, **Juliette ENJALBERT** présente deux exemples issue de son analyse bibliographique sur les PTGE :

- la phase 3 de [l'étude HMUC de la Sèvre nantaise](#) qui propose des scénarios d'évolution des usages corrélés à un niveau de probabilité de remplissage des retenues ;
- la modélisation participative des Solutions Fondées sur la Nature (SfN) pour la gestion quantitative de l'eau dans le [bassin versant de la Seudre](#), qui tente d'évaluer le potentiel des SfN pour l'amélioration des débits d'étiage.

**Julie FAURE-LAURENT (CD 42) :** *les prochaines réunions dédiées à cette phase 3 de l'étude HMUC sont : un COTECH n°9 HMUC le 17 février en visio, un bureau préparatoire le 13 mars après-midi pour une CLE de restitution le 21 mars matin.*

**Daniel FRECHET (CD 42) :** *remercie Juliette ENJALBERT pour son implication et le travail fourni durant son stage.*

## Révision du SDAGE LB et du SAGE LRA

### Consultation de la CLE sur les enjeux du SDAGE LB 2028-2033

Un avis de la CLE est attendu par le comité de bassin sur les enjeux du prochain SDAGE Loire Bretagne. Le document d'accompagnement de la consultation est disponible à [cette adresse](#).

L'avis de la CLE prend la forme d'un questionnaire à remplir en ligne et d'une délibération. L'exercice peut consister à hiérarchiser les enjeux présentés et/ou à travailler sur les piste d'actions proposées pour répondre à ces mêmes enjeux.

Dans le cadre de cette consultation, il est proposé au bureau de :

- proposer à la CLE un formulaire pré-complété pour alimenter les débats et la consultation dématérialisée ;
- approfondir plus particulièrement l'enjeu 3 « *les politiques territoriales porteuses des nécessaires solidarités entre les acteurs et les territoires autour de la gestion de l'eau* » sur le rôle des SAGE ;
- profiter de cette consultation pour réfléchir à la révision du SAGE en synergie.

Les spécificités du territoire de la Loire en Rhône-Alpes seront quant à elle remontées via la consultation sur le volet stratégique du programme de mesures du SDAGE et lors de l'état des lieux des masses d'eau 2025.

**Aymeric DUPONT (AELB) :** les 7 enjeux proposés à la consultation constitueront les 7 chapitres du futur SDAGE, qui sera donc plus resserré que le précédent (14 chapitres). Ces enjeux découlent des précédents SDAGE, des travaux conduits fin 2023 début 2024 lors des ateliers prospectifs Loire 2050 et de la stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Loire-Bretagne. En parallèle, une consultation est également en cours sur l'[enjeu inondation](#).

**Gonzague de MONTMAGNER (EPL/CD 42) :** il est proposé au bureau de se concentrer sur la seule consultation du SDAGE. Il ne s'agit pas de faire l'impasse sur le volet inondations mais de le traiter dans l'avis SDAGE, à l'image du SAGE actuel, par une entrée gestion des eaux pluviales, sols, zones humides, etc.

**Stéphanie FAYARD (LFA) :** en effet, a-t-on réellement besoin de démultiplier les interlocuteurs alors qu'il y a déjà des prises de compétences EPCI sur le volet prévention des inondations avec des PAPI en phase de mise en œuvre ou d'élaboration ?

**Daniel FRECHET (CD 42) :** ainsi qu'un Projet d'Aménagement d'Intérêt Commun pour la gestion (PAIC) des infrastructures de protection contre les inondations, porté par l'EPLoire.

**Bernard SOUTRENON (SCoT SL) :** pour les SCoT nous avons toujours besoin d'informations sur les différents types d'inondation afin de consolider les règles de non-construction dans les zones à risque. Il ne s'agit pas de multiplier les données mais d'en assurer la bonne diffusion. Par ailleurs, le SCoT Sud-Loire est actuellement en consultation, il serait donc intéressant que la CLE soit associée. La reconnaissance des CLE en tant que Personne Publique Associée (PPA) à l'élaboration des documents d'urbanisme semble indispensable, pour consolider les connaissances sur l'enjeu eau et donc les orientations des SCoT en la matière. Concernant la multiplication des démarches et des schémas prédictifs, il est généralement conseillé de faire simple et mesuré, le point d'arrivée correspondant rarement à la trajectoire prévue.

**Claire-Lise OUDIN (DDT 42)** : aujourd'hui, la cellule d'animation de la CLE reçoit-elle des demandes de participation à l'élaboration de ces documents d'urbanisme ?

**Gonzague de MONTMAGNER (EPL/CD42)** : cela est très exceptionnel et ne concerne que le secteur Haute-Loire du SAGE pour des PLU (C.C. Loire Semène).

**Julie FARGIER (CD 42)** : la cellule d'animation du SAGE est cependant toujours associée à l'élaboration des avis du Département sur le volet « eau et milieux aquatiques ».

**Aymeric DUPONT (AELB)** : pour les schémas de gouvernance, il s'agit d'analyser les réponses apportées aux enjeux « eau » du territoire en termes de gouvernance et d'évaluer si l'organisation actuelle est suffisante et non contradictoire. Les CLE et/ou les Régions peuvent être motrices pour la réalisation de ces schémas. Ceux-ci ont fait l'objet d'une demande en interne à l'agence, à savoir : comment les CLE peuvent participer à mieux orchestrer les gouvernances pour avancer sur la résolution des enjeux ? Ils auront vocation à s'insérer dans la feuille de route du SAGE qui sera révisée en 2026, avec un degré d'approfondissement qui reste à préciser.

### Révision du SAGE LRA

Dans l'objectif de travailler en synergie sur les révisions SDAGE/SAGE, quels seront les intitulés et l'ordonnancement des enjeux du SAGE LRA révisé ? Plusieurs options sont possibles :

- conserver les enjeux existant et s'inscrire dans la continuité ?
- reprendre la structure du futur SDAGE pour inscrire le SAGE comme une véritable déclinaison du SDAGE et proposer une seule et même grille de lecture aux acteurs concernés par ces deux documents ?
- modifier les enjeux actuels du SAGE mais sans reprendre ceux du SDAGE, soit mettre directement en avant les spécificités locales et intégrer les enjeux climatiques.

Des propositions seront faites en ce sens lors d'un prochain Bureau.

#### **Structure du SDAGE 2028-2033**

1. La politique de l'eau à la hauteur des enjeux d'atténuation et

#### **Structure du SAGE LRA 2014**

1. Enjeu n°1 : Préservation et amélioration de la fonctionnalité

- d'adaptation au dérèglement climatique*
2. *La connaissance et la communication au service de la prise de conscience pour éclairer les choix, accompagner les transitions et affronter ruptures*
  3. *Les politiques territoriales, porteuses des nécessaires solidarités entre les acteurs et les territoires autour de la gestion de l'eau*
  4. *La préservation et la restauration des fonctionnalités des sols, des milieux aquatiques, des zones humides et du cycle naturel de l'eau*
  5. *La sobriété des usages, au cœur d'une gestion quantitative équilibrée, partagée et durable de l'eau*
  6. *Une eau de qualité, pour la santé humaine et la préservation de la biodiversité*
  7. *La préservation des estuaires et de la mer en conciliant les activités terrestres et marines*

(hydrologique, épuratoire, morphologique, écologique) des cours d'eau et des milieux aquatiques.

2. Enjeu n°2 : Réduction des émissions et des flux de polluants.
3. Enjeu n°3 : Économie et partage de la ressource.
4. Enjeu n°4 : Maîtrise des écoulements et lutte contre le risque d'inondation.
5. Enjeu n°5 : Prise en compte de l'eau et des milieux aquatiques dans le développement et l'aménagement du territoire.
6. Enjeu n°6 : Gestion concertée, partagée et cohérente de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

### Consultation technique sur l'état écologique des masses d'eau 2025

Cette consultation technique doit permettre de faire remonter les spécificités du territoire. Deux enjeux existent pour le SAGE :

- La vérification des données intégrées dans l'outil cyclope, quand la connaissance est disponible. Cet état des lieux sera figé pour les 6 années à venir et déterminera en parti les possibilités d'actions sur les masses d'eau.
- La bonne intégration des résultats de l'étude HMUC LRA.

**Claire-Lise OUDIN (DDT 42) : un comité départemental « milieux » se tiendra le 28 janvier en DDT pour présenter la méthode d'élaboration de cet état des lieux dans la Loire et l'outil cyclope.**

**Aymeric DUPONT (AELB)** : les acteurs locaux et les experts thématiques sont consultés pour avis jusqu'au 15 mars sur les pressions qui entraînent un risque de non atteint du bon état des masses d'eau (cours d'eau, eaux souterraines et plans d'eau) ainsi que sur les évolutions de l'état écologique entre les deux exercices. Il s'agit d'apporter les connaissances locales pour compléter le projet d'état des lieux macro du bassin, qui sera validé en décembre 2025 par le comité de bassin. Pour les CLE, il s'agit en effet de vérifier les données, de les compléter sur les thématiques où elles disposent de connaissances et donc d'intégrer les résultats de l'étude HMUC. Outre l'outil de saisie en ligne cyclope, le Secrétariat Technique Local (DREAL OFB AELB) fournira aux animateurs SAGE un support spécifique pour collecter les données HMUC attendue. Entre le 15 mars et fin avril, le STL prendra en compte tous les avis, rédigera des synthèses pour avis final, à transmettre au bassin pour prise en compte dans l'état des lieux 2025.

### Consultation de la CLE sur la stratégie du programme de mesures du SDAGE 2028-2033

Cette consultation non règlementaire de la CLE vise à proposer des évolutions concernant :

- les priorités de mises en œuvre du SDAGE et du programme de mesures (pdm) ;
- les priorités de déclinaison du SDAGE et du programme de mesures sur la commission Allier-Loire amont (sur ce dernier point, le PTGE LRA et la restauration de la Loire Forézienne avaient notamment été inscrits dans le chapitre 4 du dernier pdm).

**Daniel FRECHET (CD 42)** : clôt la séance, en insistant sur la notion de sobriété. Celle-ci émerge de l'ensemble des constats de l'étude HMUC et doit nous guider dans l'élaboration du PTGE et la révision du SAGE. Etre économe, pour retrouver de la maîtrise et faire face aux longues périodes de manque d'eau, même si la période de recharge est cette année assez exceptionnelle.